

I. La gouvernance mondiale et l'Europe

L'Europe, par sa mécanique économique a non seulement produit une exceptionnelle accélération des échanges entre ses membres, mais aussi un effet étonnamment réconciliateur. Michel Rocard lui reconnaît ce mérite au moment où « l'impossibilité croissante et l'inefficacité évidente à régler les problèmes mondiaux par la force seront reconnus et que de ce fait le temps du « soft power » est venu ».

Si l'expérience de l'Europe peut apporter quelque inspiration à la gouvernance mondiale, c'est pour une Chine en quête d'un nouvel équilibre stratégique que Chen Yan estime intéressant de présenter l'exemple européen. Ainsi s'ouvrira un canal non-gouvernemental par lequel les opinions publiques pourront également s'intéresser au dialogue entre les deux pôles du continent Euro-Asiatique.

Comme Michel Rocard, Pierre Calame pense que les choix que feront la Chine et l'Europe pèseront d'autant plus lourd que l'interdépendance entre les pays et régions du monde appelle un mode de gouvernance nouveau, propre à gérer notre « maison commune ». Choix environnementaux, choix de modes de vie, choix d'articulations à inventer du niveau local au niveau mondial offrent à la Chine et à l'Europe l'occasion de réussir la troisième rencontre entre la Chine et l'Occident.

Paul Trân Van Thin, en révélant les « secrets » de la réussite d'Europa appelle de son côté Chine et Europe à relever les défis planétaires à risques (maîtrise de l'énergie, avenir de la paysannerie...) mais aussi à revisiter la démocratie en accordant priorité aux droits de l'homme et de la femme.

C'est la transhumance des idées occidentales sur le territoire chinois que Yu Shuo nous invite, elle, à revisiter. Le chemin vers la modernisation qu'emprunteront les intellectuels chinois pour la modernisation est ainsi resitué dans ce qu'il doit aux « idées venues d'occident », trop souvent occultées par la politique de la canonnière.

Serge Granger se penche, lui, sur un autre héritage historique, toujours vivant et singulièrement d'actualité : le sécularisme Euro-Chinois. Même si des divergences entre Chine et Europe existent à ce propos, comment ne pas voir que les buts communément recherchés sont d'importance pour résoudre des problèmes tels que le terrorisme ou le fondamentalisme religieux.

1.1.1 Michel Rocard : La gouvernance mondiale peut-elle trouver dans l'Union Européenne une source d'inspiration ?

L'Union Européenne est aujourd'hui un regroupement volontaire de vingt cinq nations qui ont mis en commun leur développement économique.

C'est ainsi que l'Union affiche un produit intérieur brut commun comparable à celui des Etats-Unis, et qu'elle est devenue la première puissance commerciale du monde. Jamais dans l'histoire une puissance économique de cette taille ne s'était créée sans intervention de la force.

Pourtant, la création initiale, sous forme d'une communauté, ne correspondait pas à la volonté de constituer une immense puissance économique.

L'intention première avait été de créer entre les différents pays d'Europe de l'Ouest, et d'abord entre la France et l'Allemagne qui se faisaient la guerre de manière absolument continue depuis sept ou huit siècles, des liens institutionnels contraignants qui rendent techniquement la guerre impossible. La première idée fut émise en 1947, négociée en 1949-1950, et le traité ratifié en 1951 : c'était l'idée de fusionner les industries du charbon et de l'acier de France et d'Allemagne, pour éviter que ne se reconstruisent de puissantes industries de guerre. Quand la Belgique, les Pays Bas, le Luxembourg et l'Italie ont vu cela, ils ont exigé d'entrer dans la construction, non pas pour fonder l'embryon des Etats-Unis d'Europe mais pour éviter que naisse à côté de chez eux un monopole commercial du charbon et de l'acier dont ils seraient exclus. Cela a très bien marché mais on a vite compris que ce n'était pas assez. Une deuxième idée naît alors toujours en France : celle d'unifier les armées. Comme la guerre froide commence et que tout le monde a peur de l'Union Soviétique, l'idée remporte l'accord des cinq autres nations très vite, et elle est puissamment soutenue par les Etats-Unis parce qu'à leurs yeux elle allait permettre d'utiliser des soldats allemands pour la défense de l'Occident.

Mais unifier les armées sans unifier les politiques étrangères apparaît, au cours de la négociation, comme non seulement illogique mais infaisable. Et c'était vraiment tôt pour redonner des uniformes et des armes aux allemands après ce qui venait de se passer. L'Assemblée Nationale française refuse de ratifier le traité. L'Europe ne s'en est jamais remise, et l'image qu'elle a aujourd'hui doit beaucoup à cet épisode de 1954.

C'est après cela que vient l'idée de mettre en commun la douane. Abolir toutes barrières tarifaires et non tarifaires internes, mettre en place un tarif extérieur commun, l'idée est lancée en 1956. Le traité est vite négocié et ratifié, signé à Rome, applicable au 1er avril 1959.

Les six pays fondateurs venaient d'inventer à leur propre usage un formidable accélérateur économique, une pompe à croissance en quelque sorte. Dans les quinze ans qui vont suivre, les échanges des six pays fondateurs entre eux vont croître deux fois plus vite que le commerce mondial, et même une fois et demi plus vite pour chacun d'eux, que son commerce avec le reste du monde hors ces cinq partenaires. Cette aventure est inouïe. Elle permet à l'Europe occidentale de rattraper le niveau de vie des Etats-Unis dès la fin des années 1970, beaucoup plus vite qu'espéré. Français et Allemands, qui s'aimaient comme des Serbes et des Bosniaques ou comme des Japonais et des Coréens se réconcilient dans la prospérité retrouvée.

Les institutions qui pilotent l'ensemble sont faibles. Le Conseil des Ministres décide mais n'a pas de services, le Parlement n'a pas l'initiative législative, il est largement consultatif au début et surtout la Commission Européenne qui propose les décisions nouvelles et surtout exécute les décisions prises, assure en fait la gestion de l'Europe, n'a pas le pouvoir de décision. Et le Conseil lui-même, qui décide, doit trop souvent le faire à l'unanimité. C'est pourquoi depuis quarante-cinq ans maintenant, on n'a jamais pu harmoniser vraiment nos fiscalités ni nos sécurités sociales.

Vue de l'intérieur, l'Europe est un gros édifice maladroit, empêtré, difficile à faire avancer et qui ne gère bien que sa politique commerciale commune, sa politique de préservation de la concurrence et de lutte contre les monopoles, et sa politique d'harmonisation des normes standards et pratiques commerciales pour que s'homogénéise bien le marché unique. C'est lassant, peu enthousiasmant pour la jeunesse qui se désintéresse largement des activités de ce club de pays riches harmonisant leurs

relations pour plus d'efficacité.

Vu de l'extérieur c'est tout autre chose : tous les voisins ont envie d'en être. La Grande Bretagne qui ne voulait pas de cette affaire et avait sans succès tenté de la saboter finit par décider de la rejoindre, accompagnée du Danemark et de l'Irlande parce qu'elle n'avait plus le choix. La Grèce, puis l'Espagne et le Portugal, qui avaient tous les trois connu leur période de dictature militaire fasciste ont vu dans le marché commun une possibilité de consolider leur démocratie interne, de rendre impossible de nouveaux coups d'état, et d'obtenir devant le reste du monde un label de démocratie : ils adhèrent.

L'Europe se voue à l'économie par un étrange détour de l'histoire, mais on y adhère pour des raisons politiques. Cela va continuer avec les trois neutres, Suède, Finlande, Autriche, qui demandent leur adhésion dès que leur voisin dangereux, l'Union Soviétique moribonde, n'est plus en état de la leur interdire. Et de la même façon, après la chute du mur de Berlin et l'implosion de l'empire communiste, Lituanie, Estonie, Lettonie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie Chypre et Malte les rejoignent pour s'associer au club, avec le double souci de consolider la démocratie représentative chez eux et de participer aux bienfaits économiques de l'Union Européenne.

Mais tout le monde dans cette affaire sait fort bien que la sécurité stratégique dans le monde est assurée par les Etats-Unis, et que ce sont les Etats-Unis bien sûr, et pas l'Europe, qui ont gagné la guerre froide. La grosse majorité des pays d'Europe ne veut à aucun prix d'une politique étrangère qui risquerait de rencontrer l'hostilité des Etats-Unis. C'est pour cette raison que toute action de politique étrangère en Europe doit être décidée à l'unanimité, ce qui veut dire qu'il n'y a guère de politique étrangère de l'Europe ; on l'a vu à propos de l'Irak. C'est aussi pour cette raison que la force militaire intégrée dont dispose l'Europe est limitée dans son usage aux interventions humanitaires hors le champ du traité de l'Atlantique Nord et aux missions de paix de l'ONU. Ce n'est qu'au Moyen-Orient, qu'après une longue pratique, l'Europe arrive à parler de la même voix et à faire une politique effectivement commune. Mais comme ses forces armées sont hors d'état d'y intervenir, cela ne pèse guère.

Résumé à l'essentiel, voilà l'histoire. Cela rend-il service à la gouvernance mondiale, contribue-t-il à l'améliorer ? Je le crois beaucoup, pour de multiples raisons, en soi-même et au besoin comme exemple.

Tout d'abord l'effet de cette mécanique est étonnamment réconciliateur.

J'ai dit plus haut dans quel état de haine réciproque se trouvaient allemands et français en 1945. Nous sommes mariés maintenant. Dans chacun de nos deux pays lorsqu'un sondage demande : « si vous ne viviez pas ici, où préféreriez-vous vivre ? » c'est le nom de l'autre qui arrive en premier. Mariages mixtes, jumelages de villes, participations mutuelles dans l'actionnariat des entreprises, tout y est.

Il a fallu qu'ils entrent en Europe pour que catholiques et protestants irlandais découvrent l'absurdité de leur conflit et ouvrent un processus de paix. La réconciliation commence enfin aujourd'hui entre allemands et polonais, elle s'amorce aussi entre hongrois et roumains après neuf siècles de haines et de guerres. Je suis de ceux qui attendent les mêmes vertus de l'adhésion turque, sans le motif de laquelle je ne vois guère les Turcs s'orienter facilement vers la reconnaissance de la République Chypriote Grecque ni celle du génocide arménien.

Ensuite l'Europe a développé chez elle une grande ingénierie de la solidarité économique c'est-à-dire un système d'aide au rattrapage des retards structurels en infrastructures au bénéfice des pays les moins avancés parmi les membres. Cela a beaucoup bénéficié à l'Espagne, au Portugal, à la Grèce, et surtout, en premier lieu peut-être, à l'Irlande, passée en trente ans de pays le plus pauvre d'Europe au 3ème ou 4ème rang en termes de produit intérieur brut par habitant. Il est évident que les pays de l'Est européen voudraient bien bénéficier d'une telle mécanique. Et il est évident aussi que la mise en œuvre d'outils puissants et bénéfiques tels celui-ci est une contribution utile à la gouvernance mondiale.

Dans un domaine voisin, l'Union Européenne affiche aujourd'hui une expertise extraordinaire dans l'art d'extraire des décisions en milieu hétérogène sans autorité ni pouvoir dominant. La négociation est une technique, difficile d'ailleurs. Bien souvent les individus, les forces politiques, les nations qui se savent disposer de la force, n'attachent que peu d'importance à la qualité de leur talent de négociateur. En Europe, aucune force n'existe face aux autres : la négociation est la seule méthode de travail possible, elle devient une seconde nature. Cela constitue déjà un avantage net, et une source d'efficacité, pour la présence européenne dans les grandes aventures des travaux publics mondiaux les plus complexes.

Mais cela va, à mon sens, beaucoup plus loin. A l'évidence, nous sommes dans un monde où les limites du jeu de la force vont croissantes. Il est des situations où le gros bâton ne peut servir à rien.

Le président Bush aurait été bien inspiré d'écouter les conseils de ses alliés européens. Ce n'est absolument pas par anti-américanisme que nous sommes nombreux à lui avoir dit : « méfiez-vous président, en Irak la force ne peut que retourner la population contre vous. » C'est ce qui est en train de se faire. Les Européens n'avaient pas tort de dire que la situation irakienne devait relever de la négociation, du « soft power ».

Il en va de même en Iran. Devant la revendication d'armement nucléaire que ne cache pas ce pays, les Européens ont en commun de penser que l'usage de la force ne serait guère efficace et même qu'il pourrait être dangereux. Ce sont eux qui ont commencé à traiter le problème par la négociation. Le président Bush au début les a même réprimandés : « qu'est-ce que vous faites là, c'est une responsabilité américaine... » et puis ses services lui ont fait comprendre que le morceau était trop gros pour l'armée américaine, que par conséquent il fallait bien négocier, et qu'au total il valait mieux appuyer les Européens que de les attaquer...

Cela n'a pas suffi, la négociation est aujourd'hui bloquée, mais elle finira bien par reprendre car les deux parties en ont besoin.

De même encore au Moyen Orient, la contribution européenne, depuis bien des années, s'oriente vers le soutien de l'Autorité Palestinienne et de la vie de ses habitants, vers la formation aux pratiques démocratiques et notamment aux élections, et vers la mise en œuvre en commun des ressources naturelles locales et notamment l'eau . Dans cette région où tout le monde a compris maintenant que la force ne suffira pas à faire la paix, c'est plus utile et plus efficace.

A travers l'aide au développement et au traitement des conflits, qu'elle gère par convention avec 77 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'Europe déploie là aussi, sans la moindre armée ou seulement quelques effectifs à usage humanitaire, des talents de pacificateur que le monde entier lui reconnaît.

Et dans l'immense champ des négociations internationales sanitaires, écologiques, ou de contrôle d'armements, l'ingénierie européenne est déjà de première force.

J'ai tendance à penser pour ma part que ce champ va s'ouvrir de plus en plus, que l'impossibilité croissante et l'inefficacité évidente à régler les problèmes mondiaux par la force seront reconnues et que de ce fait le temps du « soft power » est venu. C'est le temps du droit, de la négociation, de la compréhension mutuelle.

Il y a peut-être plus urgent encore. Dans la grande confrontation du 20ème siècle, ce n'est pas l'économie administrée qui a gagné. Non seulement l'Amérique du Nord et l'Europe entière, mais aussi bien des pays d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie, et aujourd'hui la Russie, et de plus en plus la République Populaire de Chine ont adopté ou accepté l'économie de marché pour assurer le fonctionnement quotidien de l'appareil productif qui nous fait vivre. Mais si l'économie de marché suffit à définir un certain type de rapports entre producteurs et consommateurs, elle ne suffit pas à définir complètement tout un système social. Il faut encore préciser le – ou les- régimes de propriété des entreprises et le rôle de l'Etat : est-il producteur, ou fixateur des règles du jeu, ou absent des règles de l'économie et chargé seulement de la police, de la diplomatie et de l'armée ?

Lorsque l'économie de marché coïncide avec la propriété privée des moyens de production, il y a du capitalisme. Mais il y a beaucoup de capitalismes différents.

Or nous avons, depuis une trentaine d'années, changé de capitalisme. Avant, quand la guerre froide commence et que la construction Européenne commence aussi, l'instabilité permanente du capitalisme, qui est son défaut majeur, était corrigée par une forte sécurité sociale, une politique constante de hauts salaires pour dynamiser la consommation et par une pratique keynésienne de la création de monnaie et des politiques budgétaires pour amortir les oscillations, les secousses du système. Et cela a marché. L'économie de cette époque, 1945-1975, croissait régulièrement, on ne connaissait pas de crise financière, et les inégalités ne s'aggravaient pas trop.

Dans les années 1970, le capitalisme est devenu si puissant que ses principales entreprises ont débordé les dimensions nationales, échappant à toutes règles. Et une nouvelle doctrine, le monétarisme, créée aux Etats-Unis a proclamé que l'équilibre des marchés est le meilleur possible et qu'il faut éviter toute intervention de l'Etat, même pour soulager les souffrances sociales ou corriger les injustices, car une intervention de l'Etat ne peut que détériorer et aggraver les situations. Cette doctrine a été adoptée par les forces conservatrices en pays développés, aux Etats-Unis, au Japon, en Grande Bretagne, dans beaucoup d'autres organismes comme à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International. Elle domine le monde.

Vous commencez donc, vous Chinois, à vous ouvrir et à faire chez vous une place croissante à l'économie de marché dans une période historique où le capitalisme autour de vous se durcit.

La pauvreté grandit en même temps que le nombre des riches, l'instabilité financière, celle des prix, des mouvements de capitaux et des cours des monnaies s'aggravent. L'Afrique s'enfoncé dans une souffrance sans espoir, et dans les pays les plus développés les services publics régressent, la protection sociale est menacée, l'Etat renonce à limiter les injustices. C'est une phase cruelle du capitalisme, elle n'est pas fatale, on pourrait retrouver les régulations meilleures d'il y a quarante ans.

Or la Chine va devoir choisir. Voulez-vous un pays harmonieux à la croissance équilibrée, avec un état régulateur pour faire son métier, ou bien choisissez-vous une croissance plus dynamique, mais plus instable et cruelle ? Votre choix pèsera lourd.

Ce n'est pas la puissance militaire qui fera la différence ! Le monde est fini, il n'y a plus de territoires à conquérir. La paix ne progressera même pas par interventions extérieures.

Au moment de définir et de renforcer l'organisation économique efficace et humaine qu'elle souhaite pour demain, la Chine va s'apercevoir que ce n'est pas la force armée qui fait la puissance et la cohésion, et que l'Europe pourrait bien être un élément majeur de son choix.

La gouvernance mondiale que propose aujourd'hui l'Europe, parce que régulée, parce que cherchant à limiter la pauvreté, parce que vouée à la paix, et peut-être parce que ne disposant pas d'armée, me paraît correspondre mieux que d'autres aux besoins de la planète d'aujourd'hui.



Auteur: Michel Rocard



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>